Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

Activités de la Présidente de l'UIP

Traduire ensemble les engagements internationaux en réalités nationales

Copyright © Union interparlementaire (UIP), 2020

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire, transmettre ou stocker dans un système de recherche documentaire, partiellement ou totalement, la présente publication sous quelque forme ou par quelque moyen, électronique ou mécanique que ce soit, y compris par la photocopie ou l'enregistrement, sans l'autorisation préalable de l'Union interparlementaire.

Le présent ouvrage est diffusé à condition qu'il ne soit ni prêté ni autrement diffusé, y compris par la voie commerciale, sans le consentement préalable de l'éditeur, sous une présentation différente de celle de l'original et sous réserve que la même condition soit imposée au prochain éditeur.

Les demandes de reproduction ou de traduction en tout ou partie du texte de la présente publication seront accueillies favorablement. Elles doivent être adressées à l'Union interparlementaire. Les Parlements membres et leurs institutions parlementaires peuvent reproduire ou traduire en tout ou partie le texte de la présente publication sans autorisation, mais sont priés d'en informer l'Union interparlementaire.

Activités de la Présidente de l'UIP

Traduire ensemble les engagements internationaux en réalités nationales

Chers Présidentes et Présidents de parlement,

Chers collègues parlementaires, très chers amis,

Le contexte actuel : une urgence sanitaire sans précédent

Nous traversons des moments de grande incertitude. Nous savons très peu de choses sur le virus qui a déjà tué des dizaines de milliers de personnes. À l'heure où j'écris ces lignes, son origine reste inconnue et aucun traitement n'a encore été trouvé. La vie telle que nous la connaissions depuis l'enfance, à laquelle nous étions habitués, a quasiment disparu de la surface de la planète. Depuis déjà plusieurs semaines, les économies nationales affichent des pertes et des reculs sans précédent depuis des générations. Les restrictions imposées sur les libertés civiles pour lutter contre la pandémie évoquent certaines mesures prises pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il semble que le multilatéralisme ait tardé à produire une réponse et que les solutions proposées dans ce cadre soient bien maigres au regard de l'importance de la crise à laquelle l'humanité se trouve confrontée.

Il est temps d'affronter la vérité, car c'est la seule méthode qui permette de tirer des leçons de ses erreurs. Les organisations mondiales ont mis trop de temps à déclarer que la COVID-19 constituait une pandémie. Certains gouvernements nationaux ont pris le parti de gérer le problème comme s'il s'agissait d'une compétition au lieu de privilégier la coopération internationale. Le processus de décision est entravé par la faiblesse des échanges d'informations et le peu de confiance qui leur est accordé. Le mépris de la science affiché par certains dirigeants est responsable de la mort de milliers de personnes. Il a fallu deux mois pour lever des fonds au bénéfice des réfugiés et d'un appui aux pays en développement. Les chefs d'État du G20 ont attendu pour se réunir que la détérioration des économies mondiales soit criante et que des millions d'emplois soient menacés. Oui, nous avons tous été pris au dépourvu par une pandémie que personne n'aurait pu imaginer, **mais il nous incombe maintenant de prendre des mesures décisives et de travailler en équipe à l'élaboration de solutions à l'échelle planétaire.**

Je sais qu'à l'heure actuelle chacun de nous est concentré sur les efforts à mener pour combattre la pandémie dans son propre pays – il faut réorganiser les hôpitaux, rechercher des médecins et des infirmiers, obtenir des médicaments et des équipements. Après avoir passé en revue les mesures qui m'ont été communiquées par de nombreux parlements, il m'apparaît clairement, mes chers collègues, que notre tâche ne fait que commencer.

Et c'est dans ce genre de moment que la planète a le plus besoin de l'Union interparlementaire (UIP). Il nous revient, en effet, à nous les représentants du peuple, d'assumer les responsabilités qui sont les nôtres parce que nous constituons l'une des trois branches du pouvoir de l'État. C'est à nous qu'il revient de tirer des leçons en prenant acte de l'importance, pour la vie des citoyens, du travail des personnels de santé et de sécurité qui se trouvent en première ligne, en les remerciant et en leur donnant une place prioritaire. C'est à nous, parlementaires, qu'il incombe de travailler pour mettre en place au plus vite un système de santé capable de guérir tout un chacun. C'est à nous de rectifier les budgets pour sortir de cette situation d'urgence, et de restructurer les économies pour les rendre plus inclusives et capables de sauvegarder les emplois et les salaires. C'est à nous qu'incombe l'immense tâche de garantir les libertés et les droits des citoyens, à présent et plus tard lorsque l'urgence sanitaire sera passée.

L'UIP peut nous aider à progresser ensemble. Elle peut être la plateforme qui nous permettra d'**élaborer des solutions communes à des problèmes qui ne connaissent pas de frontières.** Mes convictions quant à la nécessité d'adaptation de l'UIP aux temps nouveaux sont bien connues. Ce renouveau s'impose désormais. Il convient donc de dynamiser le dialogue parlementaire mondial, de rétablir sa composante politique et son objectif démocratique. **L'UIP est parlementaire par nature. Si cette composante indispensable est diluée, c'est le cœur même de l'Organisation qui risque d'être perdu à jamais.**

Les travaux de la Présidence de l'UIP au cours des six derniers mois

J'aurais souhaité poursuivre sur la lancée de l'engagement dynamique et intense que j'ai toujours voulu conférer à mon mandat de Présidente de l'UIP. Nous savons tous que cela n'est plus possible depuis la fin du mois de février. En fonction de l'évolution de la situation, voici ce que j'ai été en mesure de faire **depuis notre dernière Assemblée de Serbie : visite de 17 pays** ; participation à des réunions parlementaires régionales en **France** dans le cadre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; appui à la mise en place d'un nouveau réseau parlementaire visant à lutter contre la faim s'inscrivant dans un programme de coopération sud-sud promu par le **Maroc** ; renforcement de l'engagement parlementaire pour mettre fin à la corruption lors de la conférence de l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC) au **Qatar** ; appui aux travaux des parlementaires réunis en **Turquie** pour l'Assemblée parlementaire asiatique par la mise sur pied de meilleures propositions de coopération et de dialogue parlementaires ; aide à la conception de meilleurs cadres juridiques de promotion de l'énergie verte aux **Émirats arabes unis**.

Si l'année dernière j'avais effectué des visites régionales au Moyen-Orient et dans les pays de la péninsule arabique, ce semestre, j'ai été en mesure de mener des travaux en **Afrique**. J'ai ainsi pu mesurer la formidable générosité et la grande hospitalité de chacun des pays où je me suis rendue, des parlements et des présidents de parlements que j'ai rencontrés. J'ai aussi beaucoup apprécié les stimulantes réunions auxquelles j'ai participé, les séances parlementaires spéciales consacrées à l'UIP ainsi que de stimulants entretiens avec des chefs d'État.

J'ai consacré une part de mon temps à une tâche que je juge indispensable, celle du rapprochement entre l'UIP et la Présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général de l'ONU et les institutions onusiennes, avec lesquels je suis en contact permanent. Je suis convaincue que ce rapprochement passe par un resserrement des liens entre les parlementaires qui siègent dans les commissions permanentes, les comités et les groupes de travail de l'UIP et les institutions onusiennes qui travaillent sur les mêmes questions. Certes, la coordination opérationnelle assurée par le Secrétariat est importante, mais **les parlementaires ne sauraient rester en marge des processus décisionnels et des projets de l'ONU.**

Au cours des six derniers mois, **j'ai participé à différents événements avec l'Organisation des Nations Unies (ONU)** : l'ouverture de la Conférence pour l'Europe centrale sur le thème *Prévention de la radicalisation menant au terrorisme : réponses politiques régionales et atténuation des risques*, organisée à **Budapest** par le Gouvernement **hongrois** et le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies (BLT) ; l'Audition parlementaire annuelle 2020 organisée par l'UIP et le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Tijjani Muhammad Bande, au Siège de l'ONU à **New York** ; la réunion de parlementaires, d'organisations parlementaires et de délégations de l'ONU sur le thème *Assurer notre avenir commun, un programme pour le désarmement*, qui a donné lieu à des discussions sur la façon dont les parlementaires peuvent appuyer le programme de désarmement du Secrétaire général de l'ONU. Lors d'un événement virtuel conjoint, j'ai aussi procédé, avec Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'**ONU Femmes**, au lancement de la carte *Les femmes en politique : 2020*.

Je fais, en outre, partie du Groupe de pilotage de haut niveau du mouvement ***Toutes les femmes, tous les enfants*** ainsi que du Groupe consultatif politique du mouvement ***CSU2030***.

Responsabilités et travaux en cours

J'ai consacré beaucoup de temps à soutenir les mécanismes et groupes de travail de l'UIP.

– Les bureaux de nos commissions permanentes dont le mandat arrive à échéance devront bientôt être renouvelés. Il faut que les délégations s'efforcent de plus en plus de **proposer, pour les bureaux, des candidats disposant de connaissances spécialisées** afin que nous puissions mettre en œuvre un programme plus dynamique, et avoir en permanence accès aux conseils nécessaires. J'ai, par exemple, impulsé un débat au sein du Comité exécutif à propos de l'urgente nécessité de fixer un agenda économique à l'UIP. En effet, selon les rapports du Secrétaire général, le Secrétariat ne dispose d'aucun spécialiste dans ce domaine.

– La représentation des différentes régions et l'équilibre hommes-femmes sont maintenant assurés au sein du Groupe consultatif sur la santé. Une véritable coordination entre ce groupe et l'Organisation mondiale de la Santé est de la plus haute importance pour faire en sorte que le Groupe devienne un espace permanent de mentorat et d'appui pour tous ses membres.

– **L'UIP se doit d'apporter une assistance technique plus efficace.** Durant la présente crise sanitaire, il aurait pu être utile de publier des lignes directrices, des propositions législatives et des conseils de mesures budgétaires en lien avec la pandémie. Au lieu de cela, nous avons recueilli des expériences nationales pour les poster sur les réseaux sociaux. C'est certes une belle initiative, mais l'UIP se doit de proposer des solutions d'envergure mondiale. **Les commissions, comités et groupes de l'UIP représentent un important levier de leadership, à condition que nous, parlementaires, travaillions en plus étroite collaboration avec les équipes techniques de l'ONU.**

– La Conférence parlementaire sur l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est un outil de coopération entre l'UIP et le Parlement européen. Cette excellente initiative, qui favorise la transparence, apporte une dimension parlementaire aux débats et aux décisions de l'OMC. Malgré nos efforts, il s'est avéré très difficile de revitaliser la Conférence en raison de l'absence de certains membres. Une fois encore, **je demande aux membres de participer plus activement, ou de déclarer clairement qu'ils ne souhaitent plus assister aux réunions du comité de pilotage.** Il nous faut, aujourd'hui plus que jamais, tirer parti, au sein de l'UIP, des mécanismes traitant de questions économiques, pour être en mesure de proposer des solutions aux parlements nationaux.

– Je tiens à remercier les présidents et les bureaux de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale, de la Commission permanente du développement durable, de la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme, de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies, du Comité des droits de l'homme des parlementaires, du Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient, du Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire, du Groupe consultatif sur la santé, du Forum des femmes parlementaires et du Forum des jeunes parlementaires. Je veux aussi remercier les présidents et conseils du Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, du Sous-Comité des finances, du Groupe de facilitateurs concernant Chypre et du Groupe du partenariat entre hommes et femmes. Je tiens, en outre, à souligner combien j'apprécie l'enthousiasme et l'engagement des membres des bureaux qui donnent un souffle parlementaire aux débats et décisions. Ils sont en première ligne pour faire en sorte que les résolutions de l'UIP et les résultats des réunions-débat, événements et séminaires débouchent toujours sur des solutions que chaque parlementaire rapporte ensuite à ses concitoyens quand il revient les mettre en œuvre.

– Je me suis particulièrement investie dans la lutte contre le terrorisme, domaine dans lequel j'ai travaillé en collaboration avec le BLT et le Groupe de haut niveau de l'UIP sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Je félicite ce groupe pour l'étroite coopération qu'il a su établir avec le BLT par le biais du dialogue et de l'organisation de réunions en présentiel, d'échanges, de propositions et d'événements.

– Nous avons travaillé, avec le Comité préparatoire et le Secrétariat à la préparation de la **cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement.** Bien qu'il soit impossible de prédire l'évolution de la pandémie, nous continuons à œuvrer pour faire en sorte que **cette Conférence soit l'occasion de renforcer l'esprit d'équipe, de promouvoir davantage le multilatéralisme qui est sérieusement mis à mal actuellement,** d'apporter des réponses et des solutions à une planète qui doit faire face à une crise sanitaire, à un bouleversement économique et à une urgence climatique.

– La défense des droits de l'homme des parlementaires est l'une des plus importantes responsabilités de l'UIP, que nous ne saurions oublier. Nos collègues du Comité des droits de l'homme des parlementaires et l'équipe du Secrétariat qui les appuie fournissent un énorme travail alors que le nombre des plaintes est en hausse constante. Chers collègues, comment pourrions-nous considérer la démocratie comme une chose acquise quand des parlementaires sont harcelés, quand des forces armées interviennent en pleine séance d'un congrès pour faire pression sur le vote ou que des parlementaires risquent leur vie en exprimant leur opinion ? Si nous voulons remplir efficacement notre mandat, qui implique d'être proactif en matière de défense de la démocratie, nous ne pouvons oublier que les parlements en sont la base et le fondement. Sans eux, la démocratie vacillerait.

– **Je suis la deuxième femme à présider l'UIP. L'autonomisation des femmes est un objectif essentiel pour moi. C'est une préoccupation prioritaire sur mon agenda.** C'est dans cette optique que nous avons travaillé, en collaboration avec la Directrice exécutive d'ONU Femmes au lancement de la carte *Les femmes en politique : 2020*. Cette carte donne une excellente idée de la situation du monde en matière de représentation des femmes. Il est essentiel que les femmes puissent faire entendre leur voix aux plus hauts niveaux de décision et il incombe aux dirigeants de faire en sorte qu'elles puissent faire partie de ces processus. À l'occasion de la Journée internationale des femmes, M. David Sassoli, Président du Parlement européen, et moi-même avons publié une déclaration conjointe par laquelle nous nous sommes engagés à redoubler d'efforts pour faire en sorte que toutes les filles et toutes les femmes vivent à l'abri de la violence et de la discrimination.

– Deux projets innovants ont été menés à bien. Le premier concerne l'**ouvrage sur le 130e anniversaire de l'UIP** qui, après bien des péripéties, est en cours de réalisation, en dépit des obstacles, grâce au soutien obtenu par la présidence auprès d'un Membre de l'UIP pour financer cet objet de commémoration des 130 années d'existence de l'Organisation. Le second concerne la première édition du **Séminaire de leadership à l'intention des parlementaires**, organisé au Mexique, en collaboration avec l'Institut de technologie et d'enseignement supérieur de Monterrey, pour lequel la présidence a réuni les fonds nécessaires à la couverture de 49 pour cent des coûts. **Le Secrétariat est, certes, responsable de la mise en œuvre des projets, mais il me semble important que la Présidence de l'UIP s'emploie à trouver des soutiens pour atteindre les objectifs de l'Organisation.**

– De mon côté, j'ai fait d'importants efforts pour réaliser des économies sur le budget de déplacement octroyé à la présidence à des fins de représentation de l'UIP. J'espère qu'un mécanisme permettra de mettre en évidence les écono-mies réalisées sur l'année 2019.

Représenter l'UIP est une énorme responsabilité. À chacune de ces occasions, je me suis attachée à faire valoir la pertinence des parlements, à promouvoir le travail d'équipe entre différents niveaux de pouvoir national et à demander que **davantage de femmes et de jeunes soient associés au processus décisionnel**, y compris au niveau de l'exécutif.

Tout bien considéré, le devoir de reddition de comptes est de la plus haute importance. Si je plaide en faveur de la transparence, de contrôles et de contrepoids, il me semble que je dois aussi montrer l'exemple. C'est la raison pour laquelle je vous engage à découvrir mon rapport d'activité au fil des pages qui suivent, de sorte que nous puissions discuter des résultats de l'exercice de mon mandat à la Présidence de l'UIP au cours des six mois écoulés.

141e Assemblée de l'UIP à Belgrade, Serbie.

Chers collègues,

C'est la **141e Assemblée de l'UIP** que je souhaite mentionner en premier. En effet, cette Assemblée avait pour moi une importance particulière puisqu'elle marquait le deuxième anniversaire de mon élection à la Présidence de l'UIP, l'un des plus grands honneurs qu'il m'ait été donné de recevoir.

Cette Assemblée a réuni plus de 2 000 délégués venus de 150 pays, dont 75 présidents de parlement. Nos travaux ont porté sur le **droit international** et de très importantes questions ont été traitées. En notre qualité de parlementaires, il nous revient d'établir des ponts et de promouvoir la paix pour encourager la tolérance, l'amour et le respect. Les discours de haine, la xénophobie et la discrimination n'ont pas leur place au XXIe siècle.

Je tiens à remercier la Présidente du Parlement serbe, Mme Maja Gojković, pour son hospitalité, et surtout pour tous les efforts et la grande détermination dont elle a fait preuve dans l'organisation de l'Assemblée.

En Serbie mes occupations ont été les suivantes : tenue de réunions bilatérales visant à mieux appréhender les besoins spécifiques des pays, des parlements et de mes collègues législateurs ; participation à un atelier sur la mise en œuvre de législations nationales sur les quotas de genre et les quotas de jeunes ; travail avec le Groupe consultatif sur la santé et la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme à l'élaboration de la résolution sur la couverture sanitaire universelle ; célébration du 130e anniversaire de l'UIP ; discussion avec les présidents de parlement de questions telles que la sécurité, les droits de l'homme, le développement et l'inclusion.

Mme Maja Gojković, Présidente du Parlement serbe.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est également déroulée en octobre. Dans ce cadre j'ai participé à la **Conférence européenne des Présidents de Parlement**, manifestation essentielle qui a encouragé les parlementaires à concrétiser à l'échelle locale les engagements pris à l'échelle mondiale, afin d'atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le deuxième objectif de développement durable est ambitieux et impressionnant puisqu'il vise l'élimination de la faim. Le

Conférence européenne des Présidents de Parlement

Maroc a pris la tête de la coopération Sud-Sud en faveur de la suffisance alimentaire en appelant tous les parlements régionaux africains, latino-américains et arabes à établir un large dialogue pour partager les meilleures pratiques et politiques nationales.

Dans le discours que j'ai prononcé à cette occasion, j'ai souligné combien il était urgent de traduire les paroles en actes décisifs. Il nous incombe de voter des lois et d'approuver des budgets qui donnent la priorité aux millions de personnes qui souffrent et parfois même meurent de la faim. Il nous faut agir aujourd'hui. Garantir le droit à la nourriture est une responsabilité que nous ne pouvons ignorer.

Le 4 novembre, j'ai eu le plaisir d'assurer la co-présidence du **sixième Sommet des présidents de parlement du G20 (P20)** organisé avec la Chambre des conseillers de la Diète nationale du **Japon**.

L'économie mondiale est confrontée à d'importants défis : le changement technologique, l'inclusion, l'urgente nécessité d'une meilleure répartition des richesses, l'emploi, les rémunérations et l'égalité des sexes.

L'un de mes grands principes à la présidence de l'UIP a été **l'innovation**. Il me semble en effet que l'UIP doit renforcer son programme économique, tandis que nos concitoyens aspirent à avoir de meilleures conditions de vie, un emploi, un salaire, des prestations sociales, une retraite décente, et demandent que des mesures soient prises d'urgence pour arrêter les changements climatiques.

Voici deux ans que nous organisons des sessions du P20 (réunions parlementaires tenues en parallèle des événements du G20). Qu'est-ce qui fait l'importance de ce mécanisme du P20 ?

Les gouvernements se rencontrent dans le cadre du G20 pour débattre et convenir de programmes et de politiques publiques qui ont des répercussions sur la vie des citoyens. Ces débats et ces accords doivent se dérouler en toute transparence et être soumis à contrôle. En particulier, il convient de mettre en œuvre les bonnes propositions qui en sont issues. Or, cette mise en œuvre passe généralement par les organes législatifs qui transforment les propositions en lois et approuvent les budgets.

Sixième Sommet des présidents de parlement du G20 (P20)

Dans le cadre de ma visite au Parlement européen, **j'ai rencontré son Président, M. David Sassoli**, j'ai participé à une audition et eu des entretiens très positifs avec les commissions des affaires étrangères (AFET), des droits de la femme et de l'égalité des genres (FEMM) et du commerce in-ternational (INTA).

La coopération entre l'UIP et le Parlement européen est essentielle à la défense du multilatéralisme, à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et au renforcement des capacités démocratiques dans le monde. Cette visite a notamment débouché sur la publication, par M. Sassoli et moi-même, d'une déclaration conjointe à l'occasion de la Journée internationale des femmes (8 mars 2020). En tant que présidents de nos organisations respectives, nous y avons réitéré notre engagement de prendre d'urgence des mesures en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles.

Le Président du Parlement européen, M. David Sassoli.

Plus tard en novembre, j'ai pris la parole à l'**ouverture de la Conférence pour l'Europe centrale sur le thème *Prévention de la radicalisation menant au terrorisme : réponses politiques régionales et atténuation des risques***, organisée par le Gouvernement hongrois et le Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme.

Conférence pour l'Europe centrale, *Prévention de la radicalisation menant au terrorisme : réponses politiques régionales et atténuation des risques.*

Qu'est-ce qui incite des centaines de jeunes à quitter leur pays pour rejoindre des groupes terroristes ? Qu'est-ce que cela révèle de nos faiblesses lorsque des jeunes sont ainsi incités à se radicaliser et à choisir la voie de la haine et de la mort ? Dans mon allocution, j'ai souligné le fait que le terrorisme n'était pas

synonyme d'une religion, d'une nationalité, d'un groupe ethnique ou d'une préférence politique.

Bien au contraire, le terrorisme n'est que haine, peur et mort. La responsabilité politique est donc essentielle en matière de prévention de la radicalisation.

Le 11 novembre, j'ai eu l'honneur de prendre la parole lors de la **Conférence parlementaire régionale pour l'Afrique, *Apporter des réponses globales à la situation des réfugiés : pour des approches parlementaires efficaces,* qui s'est déroulée à Midrand (Afrique du Sud)**. La protection des réfugiés est un axe essentiel des travaux de l'UIP et c'est une question qui me tient beaucoup à cœur.

Il y a aujourd'hui dans le monde plus de 70 millions de personnes déplacées en raison d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle, et ce nombre enfle d'année en année. Dans mon allocution, j'ai souligné les trois volets de la fonction parlementaire qui sont déterminants pour freiner cette augmentation. Premièrement, la législation et la réforme législative constituent l'un des meilleurs moyens de répondre aux besoins des réfugiés, de protéger les populations contraintes à fuir et celles qui les accueillent. Ces cadres doivent être inclusifs et particulièrement sensibles aux besoins des plus vulnérables. Deuxièmement, les budgets doivent prévoir des fonds suffisants pour permettre la concrétisation des objectifs politiques et législatifs. Troisièmement, nous avons le pouvoir de demander à nos gouvernements de rendre compte de la façon dont ils tiennent leurs engagements.

Du 12 au 14 novembre, j'ai participé à la **Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), *Accélérer les promesses***, qui s'est déroulée à **Nairobi (Kenya)**.

Cette année, la Conférence était centrée sur la santé et les droits sexuels et reproductifs en tant qu'élément de la couverture sanitaire universelle. Il faut, en effet, que ces droits soient garantis dans le cadre d'une approche globale, tout au long de la vie, afin d'accélérer la mise en œuvre du programme d'action de la CIPD et la réalisation des objectifs de développement durable.

J'ai participé à la **réunion-débat sur les opportunités et les défis qui accompagnent la mise en œuvre du programme de santé sexuelle et reproductive selon une approche globale tout au long du parcours de la vie.** Nous avons discuté des stratégies à adopter pour surmonter les controverses politiques et accélérer le développement sur la base des besoins et de la volonté des femmes.

La conférence m'a permis de présenter mon analyse de la résolution de l'UIP sur la mise en place d'une couverture sanitaire universelle d'ici 2030, résolution qui venait d'être adoptée à l'Assemblée de Belgrade le mois précédent (octobre 2019).

J'ai expliqué comment cette résolution pouvait être mise à profit pour renforcer les engagements nationaux en faveur de la prise en compte de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans le cadre de la couverture sanitaire universelle.

En novembre 2020, le **Comité préparatoire de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement** a tenu sa **deuxième réunion.** En ma qualité de Présidente de l'UIP, il m'incombe de mener les travaux de ce comité en insistant sur la nécessité de faire tous les efforts possibles pour placer l'humain au centre des décisions et trouver des solutions rapides. Transformer les communautés et travailler en équipe est la seule méthode qui permettra de construire un monde meilleur.

Deuxième réunion du Comité préparatoire de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement.

Le premier **Séminaire de leadership à l'intention des parlementaires** s'est déroulé du 25 au 28 novembre.

C'est le Mexique qui en a pris l'initiative avec l'École de gouvernement et de transformation publique de l'Institut de technologie et d'enseignement supérieur de Monterrey.

Séminaire de leadership à l'intention des parlementaires, Mexico.

L'une des principales requêtes formulées par mes collègues à propos de l'UIP porte sur un surcroît d'activité dans le domaine du renforcement des capacités. Ce séminaire de leadership représentait un premier effort de conception d'un programme de formation plus spécialisé à travers l'enseignement des valeurs, des connaissances et des outils qui sont nécessaires pour accroître les résultats des parlementaires au niveau national.

Mon engagement dans **la lutte contre la corruption à l'échelle mondiale** m'a amenée à participer à la **septième Conférence mondiale des parlementaires contre la corruption, le 9 décembre à Doha (Qatar)**. S'il est urgent de travailler à l'amélioration des lois et des institutions, il est aussi essentiel d'appréhender la corruption comme un problème d'intégrité et de confiance.

Nous sommes 46 000 parlementaires dans le monde. Nous avons le pouvoir de changer les lois et les budgets. Il faut que notre génération prenne la responsabilité de mettre définitivement un terme à la corruption.

Au cours de cette visite, **je me suis entretenue avec le Vice-Émir du Qatar** ainsi qu'avec le Président du Conseil de la Choura et des présidents de parlement. Je tiens à remercier les Qataris pour leur hospitalité généreuse.

Septième Conférence mondiale des parlementaires contre la corruption, Doha (Qatar).

Réunion parlementaire organisée à l'occasion de la 25e Conférence de l'ONU sur les changements climatiques (COP 25), Madrid (Espagne)

Le 10 décembre, j'ai participé à la **réunion parlementaire organisée à l'occasion de la 25e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 25)** à Madrid (**Espagne**). Je suis reconnaissante envers les Cours royales, le Congrès des députés et le Sénat espagnol qui ont participé à l'organisation de cette réunion avec l'UIP.

Du 13 au 18 décembre, l'**Assemblée parlementaire asiatique** a tenu sa 12e Session plénière à Antalya (**Turquie**) sur le thème du **rôle de la coopération multilatérale entre les parlements asiatiques**.

Première organisation politique multilatérale, l'UIP a été fondée il y a 130 ans. Elle s'est consacrée à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme par la diplomatie parlementaire. Mais permettez-moi de prendre un peu de recul et de réfléchir : pourquoi le multilatéralisme fait-il l'objet de tant de débats ?

Les organisations multilatérales constituent l'espace de dialogue pluriel et de partage de bonnes pratiques le plus adapté.

Malheureusement, les événements actuels ont montré que l'humanité a oublié les leçons durement apprises au XXe siècle :

Assemblée parlementaire asiatique, 12e session plénière : *Le rôle de la coopération multilatérale entre les parlements asiatiques*

Forum des législateurs, IRENA 2020, Abou Dhabi (EAU).

la haine déchaîne la guerre et la discrimination est un vecteur de mort.

Certains prônent l'unilatéralisme et encouragent les discours de haine. En notre qualité de parlementaires, n'oublions pas qu'il nous incombe cependant de tout faire pour défendre le multilatéralisme. Nous pouvons y arriver en traduisant les engagements internationaux dans la réalité nationale et en apportant aux citoyens des solutions tirées des meilleures pratiques des autres régions.

Pendant que j'étais en Turquie, j'ai aussi **discuté de multilatéralisme avec le Président de la Grande Assemblée nationale, M. Mustafa Sentop.**

Au début de la nouvelle année, ma première visite en tant que Présidente de l'UIP s'est déroulée aux **Émirats arabes unis (EAU)** où j'ai assisté au **Forum IRENA[1] 2020 des législateurs**, le **10 janvier**. En tant qu'intervenante, j'y ai évoqué l'important rôle du législateur dans l'intensification de la transition énergétique. La journée a été entièrement consacrée à la discussion et à l'élaboration de propositions.

J'ai également **rencontré le Président du Conseil national fédéral des Émirats arabes unis, M. Saqr Ghobash** ainsi que la délégation interparlementaire. Nous avons convenu d'unir nos efforts pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi qu'en faveur du développement durable et de l'égalité des sexes. Étant Mexicaine, je salue avec grand enthousiasme le fait que les EAU et le Mexique misent sur une législation en faveur de la parité entre les sexes. Il reste certes d'importants défis à relever dans le domaine des droits des femmes, mais je suis convaincue que des résultats positifs sont à portée de main.

L'un des principaux objectifs stratégiques de l'UIP porte sur l'autonomisation des jeunes. Faire en sorte que de jeunes femmes et de jeunes hommes accèdent à des mandats représentatifs est une manière d'atteindre cet objectif. Pour ma visite suivante, je me suis rendue à Djibouti où l'inclusion des jeunes est une réalité puisque 32 pour cent des parlementaires y ont moins de 45 ans !

Je remercie le Premier Ministre de Djibouti, M. Abdoulkader Kamil Mohamed, et le Président de l'Assemblée nationale, M. Mohamed Ali Houmed, pour leur chaleureux accueil et nos fructueuses réunions. L'UIP travaille en étroite coopération avec l'Assemblée nationale de Djibouti dans le domaine des droits de l'homme, de la jeunesse et de l'égalité des sexes.

M. Abdoulkader Kamil Mohamed, Premier Ministre de Djibouti.

Je salue, par ailleurs, les avancées très positives réalisées par Djibouti en matière d'égalité des sexes et de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles.

Conformément à mon engagement de retourner en Afrique, je me suis ensuite rendue aux **Seychelles**. Ces très belles îles ont un beau avoir un petit parlement, la participation y est très efficace. Il comprend une Assemblée des jeunes et la proportion de femmes ministres y est l'une des plus élevées d'Afrique. Il s'agit là de facteurs déterminants d'une démo-

M. Nicholas Prea, Président du parlement, et un groupe de parlementaires des Seychelles.

1 Agence internationale pour les énergies renouvelables

cratie véritablement inclusive. Au cours de cette visite, j'ai **rencontré le Président du parlement, M. Nicholas Prea, ainsi que des collègues parlementaires. J'ai également rencontré le Président des Seychelles, M. Danny Faure**, et le Vice Président, M. Vincent Meriton.

Nous nous sommes entretenus de l'importance de la défense du multilatéralisme en tant qu'espace de dialogue offrant à tous les pays des solutions à des problèmes communs, notamment en matière de changements climatiques. Le rôle et la responsabilité de l'UIP sont fondamentaux en la matière puisque l'UIP est la seule organisation mondiale qui permette la réunion de représentants des peuples de 179 nations.

Le Président des Seychelles, M. Danny Faure.

Les parlementaires et les institutions législatives n'ont pas seulement l'obligation, mais ils ont pour vocation de représenter les citoyens. Or, les citoyens perdent confiance dans leurs représentants. Les démocraties semblent marquer le pas face au populisme et à l'autoritarisme et les parlements peuvent être perçus comme des institutions distantes, incapables de répondre aux besoins des citoyens.

Lorsque je me suis rendue en Ouganda, j'ai participé à la *Semaine du parlement*, un événement très stimulant organisé par l'Assemblée législative ougandaise. En ouvrant ses portes au public, le Parlement transmet un message de transparence et donne des informations sur ses responsabilités et ses accomplissements. Des centaines de citoyens – jeunes pour la plupart – ont endossé le rôle de parlementaire dans un exercice de simulation d'une journée qui incluait notamment l'élection de ministres et du Président du parlement, ainsi qu'un vote sur les résolutions du jour relatives au renforcement de la démocratie en Ouganda.

J'ai beaucoup apprécié ma **rencontre avec le Président ougandais, M. Yoweri Kaguta Museveni**. Celui-ci travaille en étroite collaboration avec le Parlement et il est très bien informé des travaux de la délégation ougandaise à l'UIP.

Je tiens à remercier tout particulièrement la **Présidente du Parlement ougandais, Mme Rebecca Kadaga** pour son invitation, la parlementaire Esther Anyakun, pour son engagement au sein du Comité exécutif de l'UIP et son indéfectible soutien à la cause des femmes, et Mme Mourine Osuru, qui a assumé la fonction de leader mondial des jeunes parlementaires de l'UIP et défend ardemment l'inclusion.

Le Président ougandais, M. Yoweri Kaguta Museveni ; la Présidente du parlement, Mme Rebecca Kadaga, et la parlementaire Esther Anyakun.

J'ai ensuite eu le grand privilège de me rendre au **Burkina Faso** pour l'inauguration de la **15e conférence de l'Union parlementaire des États membres de l'Organisation de la coopération islamique**.

J'ai eu l'occasion de prendre la parole devant les parlementaires présents et de souligner ma solidarité avec le peuple palestinien. Le terrorisme n'obéit à aucune religion et aucune solution n'est possible en imposant des frontières par la force.

En tant que catholique invitée à une conférence islamique, j'ai tiré parti de cette occasion pour en apprendre davantage sur cette religion d'amour et de fraternité.

15e conférence de l'Union parlementaire des États membres de l'Organisation de coopération islamique (Burkina Faso).

J'ai ensuite eu l'honneur de me rendre en **Namibie** et d'approfondir mes connaissances sur la culture, l'histoire et la tradition parle-mentaire de ce pays.

Ma réunion officielle avec le **Président de l'Assemblée nationale, M. Peter Katjavivi, et le Président du Conseil national, M. Bernard Songa Sibalatani,** a donné lieu à de très intéressantes discussions.

J'ai également rencontré le Président namibien, M. Hage Geingob, et Mme Margaret Mensah-Williams, ancienne Présidente

du Forum des femmes parlementaires et Co-Présidente de la Conférence parlementaire sur l'OMC. Je salue l'excellent travail accompli par la délégation namibienne au sein de l'UIP et me réjouis de tout ce qui a pu être réalisé dans un esprit d'équipe.

Le Président namibien, M. Hage Geingob.

Mon travail achevé en Afrique, j'ai mis le cap sur New York pour un autre événement important, l'Audition **parlementaire annuelle aux Nations Unies, organisée au Siège de l'ONU par l'UIP et le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Tijjani Muhammad Bande**.

À la **séance d'ouverture**, j'ai évoqué l'Objectif de développement durable 4 (qualité de l'éducation), soulignant l'importance du dialogue et de la coopération internationale, les problèmes éducatifs ne connaissant ni frontières ni nationalités. L'éducation ne doit pas être le pré carré de quelques privilégiés. Il est donc urgent et prioritaire de garantir un véritable exercice du droit fondamental à l'éducation par tous les habitants de la planète. Pour y parvenir, différentes conditions doivent être réunies : un enseignement de haute qualité, des enseignants bien formés et correctement rémunérés, des infrastructures convenables et sûres, des programmes d'enseignement promouvant l'égalité des sexes et la responsabilité environnementale et contribuant à faire des élèves de meilleurs citoyens, attachés à la démocratie et aux droits de l'homme.

Pendant mon séjour à New York, j'ai rencontré différentes personnes, parmi lesquelles l'économiste américain **Jeffrey Sachs**, universitaire, spécialiste de politique publique, ancien directeur de l'Institut de la Terre à l'université Columbia. Nous avons discuté des moyens à déployer pour assurer la connexion numérique des parlements et mettre en place des mécanismes de formation et de contrôle pour les projets visant la réalisation du Programme 2030.

Je me suis également rendue dans les locaux d'**ONU Femmes** pour en rencontrer la **Directrice exécutive, Mme Phumzile Mlambo Ngcuka**. Nous avons débattu des méthodes les plus efficaces pour atteindre l'égalité générationnelle et nous avons passé en revue les statistiques qui sous-tendent la carte des *Femmes en politique* qui est une production conjointe de nos deux organisations.

Comme j'estime important de maintenir un contact étroit avec les délégués de l'UIP, j'ai aussi tenu des réunions avec de nombreuses délégations interparlementaires, notamment celles de l'Italie, de la Turquie, du Royaume-Uni et du Yémen.

Le Président de la 74e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Tijjani Muhammad-Bande.

Prise de parole lors de la réception organisée par l'UIP dans les locaux de l'Observatrice permanente de l'UIP auprès de l'ONU.

Le dernier jour de l'Audition parlementaire aux Nations Unies, j'ai prononcé l'allocution de clôture avec le Président de l'Assemblée générale, M. Muhammad-Bande. J'ai également pris la parole lors d'une réception organisée par l'UIP à l'intention de l'en-semble des délégués et des présidents de parlement participant à l'Audition. Ce fut un grand honneur.

L'Audition est un événement particulièrement important parce qu'il permet à des parlementaires venus du monde entier de partager les meilleures pratiques de leurs pays respectifs. Cette année, le débat portait sur les moyens d'améliorer l'accès à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie des citoyens de tous âges, en particulier des femmes, des filles et des personnes marginalisées.

Après l'Audition aux Nations Unies, je suis restée à New York pour assister, le lendemain, à une réunion parlementaire sur le thème ***Assurer notre avenir commun, un programme pour le désarmement***. Il s'agissait d'un forum réunissant des parlementaires, des organisations parlementaires et des délégations des Nations Unies pour discuter du programme de désarmement du Secrétaire général de l'ONU et de la façon dont les parlementaires peuvent favoriser son avancement en coopération avec les gouvernements, l'ONU et la société civile.

J'ai prononcé l'allocution de bienvenue et contribué aux débats principaux en tant qu'intervenante. Nous avons ensuite passé en revue les éléments clés du programme de désarmement du Secrétaire général de l'ONU, réfléchi aux conflits actuels et à la course aux armements, et fait le point sur les accords de désarmement et les négociations en cours.

Réunion parlementaire sur le thème *Assurer notre avenir commun, un programme pour le désarmement.*

L'UIP apporte son soutien aux parlements du monde entier en mettant à leur disposition des outils de connaissance fondés sur la recherche technique et scientifique, dans le but d'aider les parlementaires à prendre des décisions sur la base de données probantes. Les publications élaborées par l'UIP en collaboration avec ses partenaires proposent aux par-lementaires des conseils pratiques sur les instruments juridiques, les réponses poli-tiques et les mesures à prendre pour re-lever efficacement les défis sanitaires.

L'action décisive de l'UIP en matière de santé des femmes, des enfants et des ado-lescents est reconnue depuis longtemps par les acteurs internationaux. Étant membre du Groupe de pilotage de haut niveau du mouvement *Toutes les femmes, tous les enfants*, j'ai participé à la réunion virtuelle de ce groupe le 5 mars. Le groupe de pilotage a débattu des points forts et des difficultés du programme de *Toutes les femmes, tous les enfants*. Il a ensuite été question des moyens de lever davantage

de fonds et d'établir un plaidoyer mondial, pérenne et cohérent, ainsi qu'un plan d'investissement visant à empêcher tout décès évitable d'une mère, d'un enfant ou d'un adolescent et à assurer leur bonne santé et leur bien-être.

En Mars, l'urgence sanitaire mondiale imposée par la **COVID-19** a compliqué la situation.

Cette pandémie représente un défi mondial qui concerne la quasi-totalité des pays. Les États ont consenti d'énormes efforts pour garantir les services de santé, répondre à tous les besoins des citoyens et atténuer les conséquences de la maladie. Il est néanmoins impossible de prévoir comment évoluera l'urgence sanitaire pendant les mois à venir. La priorité étant donnée à la santé et au bien-être de chacun, les évé-nements prévus en mars et avril ont tous été annulés.

Il a fallu trouver des solutions virtuelles pour mener à bien nos activités. Je dois dire que nous pouvons d'ores et déjà en tirer un grand enseignement quant à l'importance qu'aura la **technologie** cette année. Il incombe aux parlementaires de promouvoir l'apprentissage à distance et de veiller à ce que tous puissent y accéder équitablement.

Le 18 mars, **dans le cadre d'un événement virtuel, j'ai procédé au lancement de la carte Femmes en politique : 2020, conjointement avec Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes.**

Lancement virtuel de la carte *Femmes en politique : 2020*, avec Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes. Cette carte est une réalisation conjointe de l'UIP et d'ONU Femmes.

Cette carte donne une excellente idée de la situation du monde en matière de repré-sentation des femmes en politique. Elle propose un classement des pays en fonction du pourcentage des femmes parlementaires et des femmes ministres. Elle montre dans quels pays des femmes occupent des postes haut placés dans le processus décisionnel, tant au parlement qu'au gouvernement. Elle répertorie également les portefeuilles ministériels détenus par des femmes.

L'UIP apporte son aide depuis longtemps aux pays qui ont la volonté politique d'établir l'équilibre entre les sexes. Cette aide englobe notamment l'organisation d'activités et la diffusion de connaissances visant à sensibiliser les responsables politiques, les représentants de la société civile et le grand public à l'importance de la participation des femmes à la politique.

Le 24 mars, j'ai participé à la première réunion virtuelle du Groupe consultatif politique du mouvement ***CSU2030*** en faveur de la couverture sanitaire universelle. La santé est à la fois une condition préalable et un résultat du développement durable. Toutefois, c'est un droit que beaucoup ne sont pas en mesure d'exercer. Une bonne moitié de la population mondiale ne bénéficie toujours pas d'une couverture intégrale pour les services de santé essentiels. Il ne faut pas oublier, par exemple, que 290 000 femmes meurent chaque année à la suite de complications en cours de grossesse ou en couches, ni que d'importantes inégalités persistent à travers le monde. La mortalité maternelle est environ 50 fois plus élevée dans les pays d'Afrique subsaharienne que dans les pays à haut revenu.

Face à ces défis, les parlements ont un rôle clé à jouer : ils doivent être des moteurs de changement en matière de santé et de bien-être des populations. C'est à nous parlementaires qu'il incombe, en effet, d'élaborer un cadre exhaustif de promotion de la santé et des droits de l'homme. Nous devons, en outre, veiller à ce que ces droits garantissent un accès équitable à la santé et au bien-être dans tous les segments de la société.

Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

T +41 22 919 41 50
F +41 22 919 41 60
E postbox@ipu.org

Chemin du Pommier 5
CH – 1218 Le Grand-Saconnex
Genève
www.ipu.org

Gabriela Cuevas Barron
Présidente de l'UIP

T +52 1 55 2270 8667
E president@ipu.org